



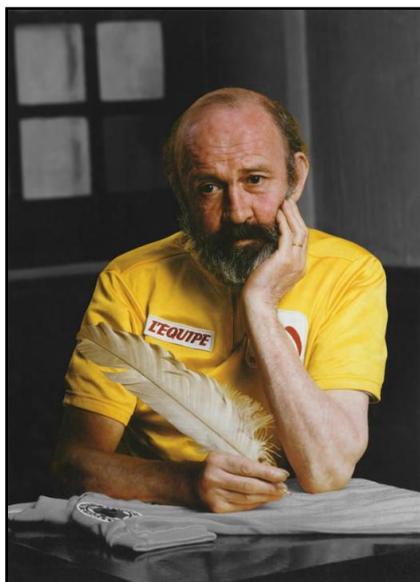
Le Journal du Chaos

Grèce, ô mère des arts, terre d'idolâtrie. De mes vœux insensés éternelle patrie. Alfred de Musset

Semaine 28 du 12 au 18/07 - 2021



Jean de La Fontaine,
l'essence même du génie
français
8 juillet 1621 - 13 avril 1695



Le
de TOUR
France

Le tour de France est une épreuve de surface qui plonge ses racines dans les grandes profondeurs. Il célèbre les accordailles de l'espace avec la durée. Il arpente la géographie mais sa propre histoire le porte. Ainsi l'ampleur de chaque moisson contient-elle la mémoire des précédentes. Qu'on le veuille ou non, cette course cycliste aura engendré une manière de culture et propagé un courant continu d'affection, un air de famille et un air du pays, qu'on respire même à son insu. Il s'en dégage cet enseignement que le cyclisme, qui associe des hommes à des paysages, des personnalités à des structures du sol et du climat, possède sa propre topographie légendaire. C'est assez dire qu'il est le foyer d'une civilisation transmissible, si l'on veut bien admettre que celle-ci se définit comme un milieu tel que celui qui y accède en reçoit plus qu'il ne lui en apporte. Les coureurs sont naturellement des héritiers. Les suiveurs également (...) Ainsi le premier étonnement vient-il d'appartenir enfin à cette caravane qui décoiffe les filles, soulève les soutanes, pétrifie les gendarmes, transforme les palaces en infirmeries ou en salles de rédaction, plutôt qu'à ces conglomérats de gamins confondus par l'admiration et chapeautés par une marque de biscuit. Au vrai la seule ombre portée sur cette initiation est de ne pouvoir se regarder passer soi-même.

***Antoine Blondin, Sur le tour de France,
La Table ronde.***

Politique

Emprise covid

La fureur répressive et disciplinaire à l'encontre des non-vaccinés est l'aboutissement d'une longue séquence liberticide, où les Français ont accepté les mesures les plus insensées au nom de l'ordre sanitaire qui leur fut imposé. Tous nos fondements démocratiques au premier rang desquels l'égalité entre les citoyens et la liberté de disposer de son corps sont en train de voler en éclats.

Mathieu Slama, Valeurs actuelles, 15/07/21

Décidément on n'arrête pas de pédaler dans la choucroute avec ce foutu covid 19 et ses variants. Et côté vaccin c'est pas mieux. Moderna et Pfizer viennent de prendre officiellement position pour l'injection d'une troisième dose de vaccin ARN messenger.

A en croire un toubib spécialisé, « pour les personnes immunocompétentes et les moins de 50 ans, on sait que deux doses ARN protègent au moins un an. Cette campagne de troisième dose intéressera progressivement la patientèle des Ehpad, les personnes âgées et la patientèle fragile des généralistes ».

Covid : Uğur Şahin - cofondateur de BioNTech - affirme pouvoir proposer d'ici "100 jours" un nouveau vaccin plus efficace encore contre les variants et dit préférer la « responsabilité individuelle » à l'obligation vaccinale.

Alors que le variant Delta pourrait représenter 90% des nouveaux cas de covid selon une estimation du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, la réponse varie d'un pays européen à l'autre.

Certains, comme les Pays-Bas ou Malte, intensifient les restrictions quand d'autres hésitent à recourir à de telles solutions, comme la Grande Bretagne ou encore l'Espagne, qui ne veut pas compromettre sa saison touristique. Pour l'instant, le taux d'incidence reste très bas. 6,2 cas pour 100 000 habitants en Allemagne par exemple.

La journaliste de BFMTV, Elisa Bertholomey, a expliqué le 10 juillet que l'exécutif français cherchait à « rendre la vie impossible aux Français » non-vaccinés au moyen du pass sanitaire. Et de les contraindre ainsi à se faire vacciner.

Farouche opposant de la vaccination contre le Covid-19, le chanteur Francis Lalanne a vu son compte Twitter suspendu par la plateforme le 10 juillet pour avoir comparé la campagne vaccinale à « *un crime contre l'humanité* ».

« Ils ne confirmeront jamais que les décès sont à cause des vaccins, sinon ils admettraient qu'ils organisent un crime contre l'humanité ! Donc les gens vont officiellement mourir de tout sauf des vaccins ! », a-t-il écrit le 8 juillet sur son compte @OffLalanne.

Les réactions ne se sont pas faites attendre suite aux déclarations de Macron rendant obligatoire le vaccin auprès du personnel de santé publique. Elisabeth Borne, ministre du Travail annonce une « *suspension du contrat de travail* » de « *1 mois à 6 semaines* » dès le 15/09 pour les soignants/professionnels non vaccinés pouvant conduire à une mise à pied et un licenciement.

De Thierry Amouroux, porte-parole du Syndicat national des professionnels infirmiers : « *On est très agacés, les héros d'hier sont devenus les parias d'aujourd'hui. Cette décision est particulièrement contre-productive : le message de santé publique qui est envoyé est très grave alors qu'une part de population est déjà dans le doute* ».

A en croire l'AFP, l'exploitant d'un lieu qui manquerait aux futures obligations de contrôle du pass sanitaire sera passible d'une amende allant jusqu'à 45 000 euros et d'un an de prison. Ceci figure dans l'avant-projet de loi qui sera déposé au Parlement.

Deci... delà

Edouard Philippe, ex-premier ministre, profite de la promotion de son livre – *Impressions et lignes claires*, écrit en collaboration avec Gilles Boyer - aux quatre coins de la France pour rencontrer les élus du coin et surtout les maires. Car il entend structurer, courant octobre, un réseau de maires divers droite autour de lui. En macronie on se demande à quoi il joue ?

C'est classique. Après chaque élection, le *mainstream* tombe à bras raccourci sur les instituts de sondages. En effet, ceux-ci n'avaient pas prévu un tel taux d'abstention. Mais comme le signale le patron d'Opinion Way, « *quand la vie politique se dérègle, les sondeurs ne peuvent pas mesurer ses soubresauts dans toute leur ampleur* ».

Il fallait s'y attendre. Olivier Dussopt, délégué au Budget, a fait savoir que le nouvel objectif était « *la stabilité de l'emploi de l'Etat* ». C'est-à-dire que les 50 000 fonctionnaires que Macron voulait virer n'est plus à l'ordre du jour.

De la souveraineté

La Pologne a ouvert le feu par tribunaux interposés sur la question de l'Etat de droit. Le tribunal constitutionnel polonais refuse de se soumettre aux décisions de la Cour de justice européenne. L'enjeu est d'importance car c'est la première fois que la question est posée de savoir qui est souverain. Celui défini par une Constitution nationale ou par les juges de l'Union européenne ? En France, il faudra bien finir par se poser la question car nos hommes politiques refusent depuis vingt ans qu'elle soit posée et tranchée.

Qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur – Brexit aidant – on n'a toujours que des emmerdes avec nos amis Anglais. Afin de boucler la sortie de l'UE, la Commission européenne a calculé que la créance nette de Londres s'élève à 47,5 Mds€. Inutile de dire que Londres n'est pas d'accord.

Françoise Nicolas, une fonctionnaire du ministère français des Affaires étrangères en poste à Cotonou au Bénin, a été rapatriée en France après avoir mis en lumière un système présumé de facturation occulte à l'ambassade dans laquelle elle travaillait.

Aujourd'hui, aucune enquête n'a été lancée sur ces potentiels agissements, et elle déplore, dans un témoignage pour RT France, qu'aucune protection fonctionnelle ne lui ait été accordée.

Pour un restaurateur : « *Potentiellement, vous empêchez deux Français sur trois de venir chez nous ! La pass va être très compliqué à mettre en place, nous manquons déjà de bras et de serveurs !* »

Selon un sondage Odoxa-Backbone Consulting pour *Le Figaro*, plus de deux tiers des Français (67 %) soutiennent les quatre principales mesures contraignantes annoncées par le sycophante Macron.

Mercredi 14 juillet, les opposants aux nouvelles mesures sanitaires annoncées par Emmanuel Macron sont descendus dans la rue dans plusieurs villes de France, dénonçant notamment une « dictature sanitaire ».

Certaines manifestations ont aussi quelque peu dégénéré. Notamment à Paris, Nantes, Caen, Pontivy, etc. On a ainsi pu entendre des slogans du genre : « *Macron, si tu savais, ton vaccin où on se le met !* »

L'éditorialiste du *Figaro* et candidat potentiel à la présidentielle a rencontré au cours d'un dîner en juin Henri de Castries, ancien patron d'Axa et soutien de François Fillon en 2017. Trois autres patrons du numérique et des médias étaient également conviés : Godefroy de Bentzmann et son frère Stanislas, de Syntec numérique, Nicolas de Tavernost, pdg de M6.

Liste des mesures restreignant encore plus nos libertés annoncées par Emmanuel Macron

Dès le 21 juillet : pass sanitaire élargi à tous les lieux de loisirs et de culture rassemblant plus de 50 personnes.

Début août : pass sanitaire élargi au cafés, restaurants, centres commerciaux, maisons de retraite, établissements médicaux-sociaux, avion, train, car pour les trajets longue distance.

Septembre : Nouvelle campagne de vaccination pour une 3^e dose

D'ici au 15 septembre : vaccin obligatoire pour tous ceux au contact des personnes fragiles.

A Partir du 15 septembre des contrôles seront opérés et des sanctions prises. Dès l'automne, les tests PCR remboursés uniquement sur prescription médicale.

Avec de telles mesures qui au bout du compte vise à rendre la vaccination obligatoire pour tous, la France rejoint le clan très fermé des pays comme le Turkménistan ou le Tadjikistan qui ne sont des modèles de démocratie.

Emmanuel Macron a finalement reculé sur le dossier des retraites. De fait, vu l'urgence sanitaire, le sujet est renvoyé à la rentrée, avec le lancement d'une concertation avec les partenaires sociaux sous l'égide de Jean Castex.

Gouvernement

On sait très bien que toutes les politiques de la ville ont échoué malgré les tombereaux de fric versés. Et bien Jean Castex en remet une louche en annonçant une rallonge de 2 Mds€ pour la rénovation urbaine.

Jean Castex a annoncé à l'Assemblée nationale l'enterrement sans fleurs ni couronnes du référendum sur le climat que Macron avait pourtant promis. Et ce grâce aux sénateurs qui ont fourni à Macron l'argument dont il avait besoin pour s'en débarrasser.

Un grand classique. Le gouvernement a décidé de ne pas serrer la vis budgétaire pour faire face à une dette publique qui, estimée à 118 % du PIB, atteint des niveaux records. La facture totale va s'alourdir un peu plus d'ici la présentation, fin septembre, du projet de loi de finances 2022. Raison majeure : la présidentielle.

Face à un Olivier Dussopt qui défendait les orientations de ce budget, le député centriste Charles de Courson a rétorqué : « Vous êtes, Monsieur le

ministre, à la tête d'un Etat en faillite », fustigeant « une année open bar budgétaire plein de mesures électoralistes ». Mitterrand, Chirac, Sarko et Hollande n'ont pas fait mieux dans le genre, n'hésitant pas à manipuler le budget pour les besoins de la cause...électorale !

Dans le détail de ces 10,8 milliards de hausse des dépenses, l'exécutif entend mettre une nouvelle fois l'accent sur les Armées (+1,7 Mds€), la Justice (+700 M€), la police (+1 Mds€) ou encore l'Éducation nationale.

Institutions

Surprise surprise. La socialiste Carole Delga a été élue à la tête des Régions de France. La présidente de la région Occitanie succède à Renaud Muselier, le président LR de Paca, pour un mandat de trois ans. Carole Delga devient la première femme à présider l'une des trois grandes associations d'élus.

La députée LREM Naïma Moutchou, membre de la Cour de justice de la République quitte cette juridiction. Motif : le désir non dissimulé d'une poignée de magistrats de faire la peau du garde des Sceaux.

La guerre est déclarée entre la maire de Paris, Anne Hidalgo et le préfet de police de Paris, Didier Lallement au sujet des Jardins d'Eole (18^e), haut lieu dangereux des usagers du crack. Le préfet était opposé à l'éviction des lieux décidée par la mairie, sans solution de remplacement.

Les deux instances en cause, se mordent le prépuce. Car, virer les toxicos d'un côté, c'est assurément les voir ressurgir d'un autre. Une situation sans fin, tant que ne sera pas décidé l'ouverture de camps ! L'humanisme démocratique a ses limites.

La porte-parole et députée du Parti radical de gauche (PRG), Sylvia Pinel, s'est mise en retrait du groupe Libertés et territoires. Elle s'élève contre les propos tenus par la députée alsacienne Martine Wonner qui multiplie les prises de position anti-masques et anti-vaccins. Mais Wonner a le soutien de tout le groupe.

Directeur général de la santé, Jérôme Salomon, que l'on dit fragilisé depuis un an, quitte le ministère et est « appelé à d'autres fonctions » sans que l'on sache lesquelles. C'est aussi l'ancien collaborateur de Marisol Touraine et de Bernard Kouchner. Un vrai pedigree !

Divers

On se demande où on a été cherché ce zozo, Eric Arella, le patron de la police judiciaire de Marseille. Alors que chaque jour compte ses morts – en général règlement de comptes entre bandes au sujet de la drogue – le dénommé Arella déclare qu'il n'y a pas d'explosion de la violence et que la tendance est à la baisse. En 15 jours, six personnes ont été tuées.

Décès du professeur Jean-Michel Dubernard, à l'âge de 80 ans. Il s'était distingué pour avoir réalisé en 1998 la première greffe de la main au monde à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon. Il a par ailleurs mené une carrière politique au sein du RPR.

Entre le garde des Sceaux, Dupond-Lajoie-Moretti et le journal Médiapart qui l'a accusé de fraude fiscale, le ministre a répondu devant les parlementaires : « *Plenel est à la fraude fiscale ce que Richter est au séisme ! Comment ose-t-il venir me chercher de fausses emmerdes fiscales alors qu'il a magouillé pendant des années pour devenir millionnaire* » !

En effet, pendant des années, Mediapart – qui n'est pas un journal mais un site internet – s'était accordé le bénéfice du taux de TVA réservé à la presse (2,1%). Ce contentieux avec la justice porte sur plusieurs millions d'euros.

Enfin, un montage financier a permis aux fondateurs de Mediapart, dont Edwy Pleynel, de vendre des actions à leurs salariés, multipliant ainsi par plus de 5 leur investissement.

Tambouille macro-machin

Excellente initiative. Le député LREM de l'Indre, François Jolivet, appelle à dissoudre les associations qui organisent des réunions interdites aux blancs. Mais sera-t-il entendu par Macron ?

Les salariés de la République en marche ont pris possession des nouveaux locaux du mouvement présidentiel dans le 8^{ème} arrondissement de Paris. Au 68, rue du Rocher, d'où le surnom que lui ont déjà donné ses collaborateurs : le Rocher. Soit 2800 m² payés cash pour la modique somme de 35 M€.

En coulisses, certains se demandent si LREM n'a pas eu la folie des grandeurs avec un pareil bâtiment. Surtout au moment où certains s'interrogent sur le devenir du mouvement, qui n'a toujours pas réussi son ancrage électoral.

Droite

Entre potes. Le maire LR de Meaux, Jean-François Copé, ex-candidat malheureux à une primaire, est contre ce mode de désignation. Selon lui, cela aboutirait à une élection croupion et « profiterait mécaniquement à Laurent Wauquiez ». Qu'il déteste.

Ca s'agite chez les Républicains au sujet des primaires. Wauquiez est pour. Et d'avancer, « on ne va pas suivre quelqu'un (Xavier Bertrand) qui est parti (de LR) et qui dit maintenant qu'il faut se retrouver derrière lui. » Pour Jacob, c'est le congrès de septembre qui tranchera.

De son côté, Jean-François Copé éructe « La primaire, c'est une machine à perdre, on a un souvenir mortifère de ce truc là. C'est un cauchemar ». Copé soutient Bertrand.

LR vient de perdre trois députés élus présidents de leur conseil départemental. Jean-François Parigi, Seine-et-Marne, Martial Saddier, Haute-Savoie et Arnaud Viala, Aveyron.

Gauche

On se marre. La sénatrice Esther Benbassa, d'origine turque, s'est mise en retrait du groupe écolo au Sénat. Huit anciens collaborateurs et six anciens étudiants qu'elle employait y font état de pressions, chantage à l'emploi et d'humiliations.

A en croire le dernier sondage Ifop-Fiducial, Mélenchon perd le leadership des intentions de vote à gauche. Le voici désormais à égalité avec Yannick Jadot et la socialiste Anne Hidalgo aux alentours de 6/7%. C'est pas gagné Toto !

Le député européen Yannick Jadot, l'économiste Sandrine Rousseau, la députée des Deux-Sèvres Delphine Batho et le maire de Grenoble, Eric Piolle, ont annoncé ensemble qu'ils s'affronteront lors de la primaire des écologistes au mois de septembre.

A en croire Anne Hidalgo, Mélenchon n'ira pas (à la présidentielle) de peur de se faire humilier. Chez les écolos, c'est Eric Piolle qui va gagner la primaire, c'est-à-dire « le plus sectaire des Verts ». Sauf que la maire de Paris plafonne toujours à 6/8% dans les sondages.

Masochisme. Philippe Poutou sera le candidat du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) à la présidentielle. Les négociations avec Mélenchon ont échoué. En 2017, le vaillant Poutou a recueilli 1,9% des suffrages des Français.

Société

Les géants de l'alimentaire qui ne rechignent pas à nous empoisonner ont un nouveau dada : le tout végétal. Exit donc le lait, le beurre, le miel, la viande, le crème ou les œufs, qui sont remplacés par des substituts végétaux censés reproduire la texture et - plus difficilement - le goût des produits carnés ou laitiers. Le marché étant porteur, il ont flairé qu'il y avait là du fric à se faire.

Un poids lourd comme Herta, pourtant professionnel de la charcuterie, s'est lancé dès 2016, avec ses steaks sans viande Bon Végétal. En 2017, Danone n'a pas hésité à déboursier près de 12 milliards d'euros pour avaler le spécialiste américain des yaourts végétaux, Whitewave.

Voici un sujet fondamental : qui a inventé la frite ? Les Français ou les Belges ? Des historiens se sont penchés sur la question. Mission impossible. « *L'origine des frites relève du mythe de la Saint Nicolas : on y croit tout en sachant que ce n'est pas vrai* », rigole le patron de l'Union nationale des frituristes, le syndicat de la profession.

Les Français comptaient partir à peu près tranquilles en vacances et surtout loin du covid. C'était compter sans Macron. Pass sanitaire, masques, quarantaine, tests PCR, il faudra en passer par là pour aller faire trempette, se rendre au bistrot ou au resto ! Et à la rentrée, tout le monde passe à la moulinette du vaccin... enfin presque.

La prostitution des mineurs est un phénomène toujours en expansion et concernerait de 7 à 10 000 adolescents. C'est le résultat d'une enquête menée par un groupe d'experts et remis à Adrien Taquet, secrétaire d'Etat chargé de l'Enfance et des Familles. Qui a, bien évidemment, annoncé un plan national de lutte.

Faits divers

Le saviez-vous ? La CGT est invitée sur le barnum du tour de France par les organisateurs depuis l'après-guerre en récompense de supposés efforts dans la libération du pays. Alors que les sponsors paient le prix fort, entre les chars de Continental et de Logis de France, deux fourgons rouge vif de la CGT taillent, gratos, la route. Le tour, c'est 200 véhicules étalés sur 20 km.

Une dizaine de militants, bénévoles, sont présents chaque année, certains avec un détachement dans le cadre de leur mandat syndical, la plupart sur leurs congés. Budget de l'opération : 50 000 €, et 100 000 sacs à dos CGT — biodégradables — distribués en trois semaines de course. Et le

matos vient d'Asie. Un temps, la caravane comptait le Medef. L'organisation patronale n'y figure plus.

Un client de Bouygues Telecom, ressortissant sénégalais de 62 ans en situation régulière, a pénétré dans une boutique de l'opérateur téléphonique située dans le centre commercial de Claye-Souilly (ouest de la Seine-et-Marne) et après une altercation verbale a sorti un couteau et poignardé le jeune vendeur, Dany, 20 ans et son collègue, Théo, de 18 ans qui est décédé. L'homme était un multirécidiviste connu des policiers et son titre de séjour prenait fin le 20 juillet.

Ca se déchaîne sur les réseaux sociaux. Les trois buteurs qui ont fait perdre aux Anglais la coupe d'Europe 2021 de football face aux Italiens ravis sont trois nègres rentrés au dernier moment pour justement tirer au but ! L'équipe d'Italie ne comportait aucun nègre.

Nazim Boudjenah, 48 ans, pensionnaire de la Comédie française, a été condamné à six mois de prison avec sursis pour des menaces de mort contre une ancienne petit amie. Bon sang ne saurait mentir.

Migration/islam

Ça continue. Un groupe de 119 migrants subsahariens en situation irrégulière a réussi à pénétrer dans l'enclave espagnole de Melilla, après avoir franchi la triple clôture métallique la séparant du Maroc, selon les autorités espagnoles. Au total, environ 200 migrants ont essayé de forcer le passage depuis le Maroc.

Des députés et sénateurs LR ont demandé au Quai d'Orsay le nombre d'enfants en bas âge, nés de parents français partis faire le djihad en Syrie et rapatriés en France. Réponse de Le Drian : ils sont 169. La députée LR, Bérénice Poletti, dans une lettre à Macron, s'inquiète de « l'efficacité du suivi de ces enfants du djihad » et de l'absence de bilan et d'évaluation.

Depuis le départ des Américains d'Afghanistan, les talibans contrôlent 95% du territoire. Et des milliers d'habitants n'ont plus que l'exil pour échapper aux délices de la charia. « *Heureusement, la France est le pays des droits de l'homme* » a déclaré une magistrate afghane au *Figaro* qui doit prendre notre pays pour une poubelle.

Il est vrai que la France a accueilli plus d'Afghans que d'autres pays – qui viennent alimenter la délinquance – aussi le Quai rétropédale et a décidé de freiner la délivrance de visas au consulat de France à Islamabad au Pakistan.

L'explosion de cas positifs au variant Delta met à mal les voyages vers le Maghreb. Au grand dam des touristes et plus encore des « familles

françaises » qui en sont originaires. Et la France a placé la Tunisie en zone rouge.

Ecologie/ sciences & techniques

Surréaliste. Barbara Pompili, la ministre écolo mène le combat pour l'implantation des éoliennes terrestres partout en France. A ce titre, elle a demandé aux préfets une cartographie des implantations possibles et prépare une déclinaison régionale de la feuille de route énergétique. On lui conseille de lire Jean-Marc Jancovici, spécialiste éclairé de ces questions.

Economie

La holding du groupe industriel Marcel Dassault vient de désigner son nouveau président du conseil de surveillance en la personne de Marie-Hélène Habert-Dassault succédant ainsi à son frère Thierry.

Emmanuelle Mignon, ex-directrice de cabinet de Sarkozy à l'Elysée, associée au cabinet August Debouzy, spécialisé dans le droit des affaires, devient lobbyiste pour ce cabinet à Bruxelles où elle défendra les intérêts de plusieurs grandes entreprises françaises.

La région Ile-de-France va mettre la main au portefeuille pour renflouer les caisses d'Ile-de-France mobilités (IDFM) à hauteur de 279 millions d'euros. Au total, la région financera le syndicat de transport à hauteur de 670 millions euros en 2021.

Des chefs d'entreprise décident d'eux-mêmes de mettre la clé sous la porte. Le nombre d'entreprises radiées du registre du commerce et des sociétés (RCS) s'est élevé à 131.412 au premier semestre.

Soit un bond de 28 % par rapport à la même période de 2020, selon le dernier baromètre des entreprises réalisé par Xerfi à partir des données du Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce (CNGTC). Mais pas pire qu'en 2019.

Culture/médias

Cannes et son festival, non seulement c'est nul mais en plus c'est dangereux. Des bijoux de l'actrice noire Hollywoodienne Jodie Turner-Smith, présente à Cannes à l'occasion du festival, ont été dérobés dans sa chambre d'hôtel.

A Radio France, une certaine Amaia Cazenave dénonçait le sexisme du service des sports. Illico une enquête a été diligentée. Dans celle-ci on note que si le sexisme a existé jusqu'en 2019, l'ambiance a changé et les hommes se comportent bien.

Pourtant le groupe vient de débarquer le chef des sports, Vincent Rodriguez et le remplacer par la féministe Nathalie Iannetta. En effet, ça change tout. Bref, dans le service public, la chasse au mâle, blanc, hétéro et jouisseur continue.

Le groupe de presse de l'homme d'affaires tchèque Daneil Krétinsky (*Elle*, *Marianne*), prépare pour la rentrée la sortie d'un nouvel hebdomadaire baptisé *Franc-Tireur*. 8 pages pour moins de 3€. Sauf qu'il risque de tirer à côté vu sa rédaction : Caroline Fourest, Raphaël Enthoven, Claude Weill, l'économiste libéral Philippe Aghion et l'historien Jean Garrigues. Et ligne anti-populiste.

Suite aux dernières mesures macroniennes, les rendez-vous festifs peinent à faire le plein. Les têtes d'affiche internationales sont absentes, les spectateurs réfractaires au pass sanitaire et des contraintes pratiques. Notamment chez les jeunes. L'été culturel sera donc bien pourri. Même phénomène dans les parcs d'attractions.

Bigre. La Cour des comptes, à qui rien n'échappe mais dont les recommandations sont malheureusement rarement suivies d'effet, vient d'épingler la gestion de l'Institut de France et les cinq académies adjacentes (Arts, sciences, belles lettres, sciences morales et politiques).

Certes, il n'y a pas de scandale à se mettre sous la dent et nos académiciens ne vont pas aux puttes aux frais de la princesse. Mais ils ont tout de même observé une « *situation financière déséquilibrée* ».

Il faut rappeler que ce ne sont pas des établissements publics mais ils bénéficient d'une aide de l'Etat. Avec les dons, leurs bouclars, indépendants les uns des autres, possèdent globalement à leur actif près d'un milliard d'euros. Donc l'Etat a tout lieu d'y fourrer son nez.

Europe

Union européenne. La taxation des Gafa par l'UE – 750 Mds€ - est remise à plus tard. A Bruxelles, la secrétaire au Trésor américain, Janet Yellen, avait, après la réunion des ministres des Finances du G20 à Venise, mis un peu plus la pression sur les Européens pour qu'ils reconsidèrent leur position.

« J'invite les pays à accepter de démanteler les taxes numériques existantes que les Etats-Unis considèrent comme discriminatoires et à s'abstenir d'instaurer des mesures similaires à l'avenir », a-t-elle martelé. C'est fait.

La Commission européenne a dévoilé son paquet « fit for 55 », douze directives et règlements visant à réduire les émissions de carbone du continent d'au moins 55% d'ici à 2030. La présidente Ursula von der Leyden en a fait sa priorité. Grosses bagarres en perspective en raison des conséquences diverses que cela va engendrer dans l'industrie et ailleurs.

Dans cette optique, l'industrie automobile pourrait voir l'ensemble de son écosystème bouleversé par une mesure spectaculaire : la fin de la vente de tous les véhicules à moteur thermique, essence ou diesel, d'ici 2035 !

La Pologne a ouvert le feu par tribunaux interposés sur la question de l'Etat de droit. Le tribunal constitutionnel polonais refuse de se soumettre aux décisions de la Cour de justice européenne.

L'enjeu est d'importance car c'est la première fois que la question est posée de savoir qui est souverain. Celui défini par une Constitution nationale ou par les juges de l'Union européenne ? En France, il faudra bien finir par se poser la question car nos hommes politiques refusent depuis vingt ans qu'elle soit posée et tranchée.

Allemagne. La chancelière allemande a effectué son dernier voyage aux Etats-Unis où elle a été reçue en grande pompe par Joe Biden avant de prendre sa retraite en septembre. L'atmosphère est plus chaleureuse que sous Donald Trump.

Même si l'Allemagne ne regarde plus les USA avec les yeux de Chimène, elle leur reste très liée. Et elle vient de signer un contrat de 1,1 Mds€ pour l'achat de Boeing de reconnaissance maritime au lieu d'un appareil français.

Selon l'institut Pew, 79% des Allemands ont une bonne image de Biden mais ils sont 36 % à voir dans l'Oncle Sam une « menace » supérieure à celle que ferait peser la Chine (33%) ou la Russie (29%).

Angleterre. Des propos racistes ont été publiés sur les réseaux sociaux à l'encontre des trois nègres Marcus Rashford, Jadon Sancho et Bukayo Saka, qui ont manqué leur tir au but lors de la finale de l'Euro perdue face à l'Italie. Boris Johnson a dénoncé ces insultes.

Belgique. La nomination, à la mi-mai, d'Ishtane Haouach, cette femme de 36 ans comme commissaire du gouvernement auprès de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, avait immédiatement suscité la polémique.

Ardente féministe défendant le port du voile elle est accusée d'être proche des Frères musulmans. Elle vient de démissionner.

Espagne. Gros remaniement ministériel où sept ministres partent : ceux des Affaires étrangères, de la justice, de l'éducation, des transports, de la culture, des sciences et de la présidence.

Avec cette nouvelle équipe, le chef de l'exécutif espagnol espère freiner l'usure du pouvoir, confirmée par les sondages, après trois ans passés à la tête du gouvernement, et ainsi réunifier les différentes familles du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), déchiré depuis les primaires internes de 2017.

Italie. C'est enfin fait. Les grands bateaux de croisière qui venaient accoster à Venise en empruntant le canal de la Guidecca sont désormais interdits de séjour. Les Vénitiens dénonçaient à juste titre les dégâts portés à la lagune et l'agression visuelle que ces monstres représentent en surplombant la Sérénissime.

Pologne. Le gouvernement polonais a annoncé l'achat de 250 chars de combat américains Abrams, dans leur version modernisée, sans dévoiler les modalités ni le montant de la transaction. Une fois de plus les Polonais la joue perso.

Russie. « Une offensive est en cours contre les fondements de toutes les religions du monde » a estimé Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères. Il s'agit d'une attaque contre « l'ADN des principales civilisations de la planète ». Il appelle aussi à protéger les enfants contre « la propagande agressive LGBT ».

International

Cuba. Ce pays élevé au rang de fantasme par nos gauchos-bobos de service est un pays pauvre maintenu en servitude par une oligarchie qui se goinfre depuis des décennies. Castro en tête.

Mais trop c'est trop, et le tourisme ne suffit à rétablir la balance des paiements. Des milliers de Cubains ont manifesté, le 11 juillet, à travers le pays, aux cris de « Liberté ! », « A bas la dictature ! » et « Nous n'avons pas peur ! ».

Face à ces mobilisations historiques, le gouvernement cubain s'est dit prêt à défendre la révolution « coûte que coûte », tandis que Washington a mis en garde La Havane contre tout usage de la violence.

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[Eurolibertés](#)

[Observatoire du journalisme](#)

[Synthèse nationale](#)

[manifeste d'un collectif de médecins se référant à la méthode Raoult](#)

[pass sanitaire - pour en savoir plus](#)

[le vaccin et ses effet secondaires a l'échelle européenne](#)

[Survivre à la désinformation... entretien avec Alain de Benoist](#)

Journées de lecture



Journal de guerre - Londres, Paris, Vichy (1039-1943),
de Paul Morand, Gallimard, 1028 p., 27 €

Ce journal de guerre est passionnant. Il est aisé, une fois la partie terminée, de dire qui avait raison ou tort. Aragon, dans un autre registre ne fit pas davantage preuve de lucidité. Mais ce journal c'est de l'histoire à l'état brut, sans réécriture subreptice. Et les notules en bas de page sont bien utiles tant les faits et les hommes se sont éloignés de notre mémoire.



Jean de La Varende, écrivain de l'honneur et de la fidélité,
par Patrick Delon, Via Romana, 320 p., 23€

C'est une biographie un peu désordonnée que nous propose ici Patrick Delon et que l'on aurait aimé plus construite, mais elle a le mérite de rappeler l'essentiel sur cet excellent écrivain un peu trop oublié.

On tient à préciser que nous ne sommes pas contre les vaccins. On se fait vacciner chaque année contre la grippe car soit il nous protège soit il atténue sa virulence. Pour ce qui est des vaccins contre le covid, élaboré en peu de temps, nous n'avons aucun recul et la parole officielle est trop souvent contradictoire. On parlait de deux injections, et voilà que, maintenant, il en faudrait une troisième. Raison pour laquelle nous publions cet entretien avec Arnaud Raffard de Brieenne, paru précédemment dans la revue Synthèse nationale (n°57).

Entretien avec Arnaud Raffard de Brieenne

A qui profite l'épidémie de Covid 19 ?

Depuis plus d'un an, une propagande insensée, d'un niveau d'intensité jamais connu dans l'histoire du monde, ahurit en continu et affole nos concitoyens au sujet d'un virus au comportement étrange mais ne provoquant au final qu'une surmortalité étonnamment faible. Pendant que les multinationales de Big Pharma s'en donnent à cœur joie, les gouvernements occidentaux s'entendent pour multiplier les lois liberticides et la surveillance de masse...

Même le plus candide de nos contemporains et par conséquent le mieux disposé à gober sans sourciller la lourde propagande du régime, sent bien que depuis le commencement de l'épidémie virale, quelque chose cloche aussi bien dans le narratif que dans la méthodologie incohérente, en apparence mais en apparence seulement, suivie par les instances sanitaires et le pouvoir politique. Des centaines de vidéos, blogs, sites et articles non-conformistes proposent une information foisonnante et différente à la fois à qui veut bien se donner la peine d'en prendre connaissance. Mais une majorité de nos contemporains semble se suffire du bourrage de crâne institutionnel, de leur muselière ouatée que beaucoup peineront sans doute à abandonner et de la promesse d'une thérapie génique en phase expérimentale et aux effets inconnus à moyen et long terme, habilement présentée comme un vaccin. Mais quoi de surprenant ? Fallait-il s'attendre à ce qu'un peuple qui n'a su défendre ni son territoire, ni son sang ni même ses enfants à naître, ni sa culture, ni son patrimoine, ni sa langue se métamorphose aujourd'hui en peuple libre ?

Pourquoi est-il interdit de se faire soigner ?

Aux victimes plus ou moins consentantes de la doxa covidiste et vaccinate, il faudrait ne jamais se lasser, afin d'éviter des débats dans les méandres desquels

chacun finit par se perdre, de répéter inlassablement cette question simple mais centrale, essentielle même : pourquoi depuis plus d'un an, même et surtout au plus fort de la première vague virale, après avoir pris la criminelle décision de laisser ouvertes les frontières, nous interdit-on et empêche-t-on les médecins de nous soigner ? Notamment, pourquoi depuis le début de cette prétendue pandémie et alors que n'existait et n'existe toujours aucun vaccin digne de ce nom, a-t-on brutalement et contre toute attente interdit les seuls traitements connus dont, essentiellement, l'hydroxychloroquine, classée « substance vénéneuse » le 13 janvier 2020 par Agnès Buzyn, alors ministre de la Santé, mariée à la ville à un certain Yves Lévy, PDG de l'INSERM et co-président du comité de pilotage à l'origine de la création du laboratoire P4 de Wuhan, ville d'où proviendra le mal ?* Cette interdiction reposant sur un avis défavorable du Haut conseil de la santé publique (HCSP) et l'arrêt des essais dans le cadre du protocole clinique européen Dicovery, lui-même influencé par l'étude truquée publiée par *The Lancet*, en dit long sur l'ampleur de la manœuvre et constitue à l'évidence le plus grand scandale sanitaire du siècle.

Mais que dire aussi du silence forcément complice de l'immense majorité des médecins et comment interpréter leur acceptation docile de renoncer à leur autorité de prescription et à leur serment, renvoyant les patients symptomatiques à leurs pénates avec quelques comprimés de Doliprane et la peu rassurante recommandation d'appeler le SAMU en cas de dégradation de leur état de santé ? Il faudra aussi qu'un jour ou l'autre l'Ordre des médecins ou autre organisme dûment habilité à représenter notre système de santé vienne nous expliquer son refus de thérapies connues et validées scientifiquement comme, entre autres, l'association d'Ivermectine associée à un antibiotique (Doxycycline) et à une prise de zinc. Une telle combinaison a permis de ramener pratiquement à zéro le nombre de morts en Tchéquie, au Mexique, au Paraguay, etc. Les grands médias à la botte n'en auront évidemment soufflé mot sauf, éventuellement pour tenter de discréditer la thérapie.

Cette question initiale en inspire tant d'autres et notamment, pourquoi en pleine première poussée virale nous déconseilla-t-on vivement le port du masque ? Faute de stock nous a-t-on seriné ? Peut-être, mais alors pourquoi en avait-on détruit les stocks par milliards avant l'épidémie alors que depuis plusieurs années se multipliaient les avertissements sur un risque de pandémie ? Et pourquoi l'avoir ensuite imposé même en milieu ouvert où il n'est strictement d'aucune utilité, sauf celle de déshumaniser les rapport sociaux et générer un certain nombre de pathologies ? On pourrait ainsi poursuivre sans fin le questionnement mais l'heure a sonné des réponses dont regorgent de récentes publications, notamment dans les deux ouvrages du Professeur Perrone – « *Y a-t-il une erreur qu'ils n'ont pas commise ?* » et « *Décidément, ILS n'ont toujours rien compris* » - mais aussi dans ceux du Professeur Raoult, de Philippe Aïmar, Léo Gali, Florian Philippot, Guy Courtois, entre autres et les innombrables interviews, déclarations, articles des Professeurs Alexandra Henrion-Caude, Didier Raoult, Jean-Bernard Fourtillan, du Docteur Gérard Maudru et de quantité de médecins indépendants ou organisés en collectifs, de biologistes, généticiens et autres lanceurs d'alerte relayés par une kyrielle de sites internet.

Pas de complotistes sans complots

C'est l'occasion de saluer au passage les efforts, l'opiniâtreté et souvent le courage de tant de lanceurs d'alertes dont la prose diffusée tant bien que mal dans les espaces de liberté résiduelle de leurs blogs et comptes sur les réseaux sociaux tente de contrebalancer timidement le tumulte des grandes orgues de la désinformation et de la propagande obsessionnelle du système depuis plus d'un an. Si une large part de l'opinion publique ressent spontanément une certaine méfiance à l'égard de ceux qui se sont si souvent trompés et surtout les ont abusés, bien peu de nos concitoyens sont en mesure, malgré la somme d'indices, d'informations et de preuves dont nous disposons, de comprendre ce qu'il se passe réellement.

Il est tellement plus confortable de ne pas voir, ne rien comprendre et d'éviter les corrélations sulfureuses qui ont tôt fait de vous ranger dans la catégorie infréquentable des complotistes. Pourtant, ce n'est pas la matière qui manque et, censure ou non – il suffit de fuir les facilités des GAFA – une très abondante documentation, certes de qualité inégale, permet à chacun, pour peu qu'il en éprouve le besoin et veuille bien se donner la peine, de comprendre les véritables enjeux d'une crise sanitaire aux origines plus que suspectes et au traitement effrayant. Quand bien même on n'adhérerait pas aux thèses de l'intentionnalité et que l'on occulterait à la fois les différentes prédictions parfaitement vérifiables, notamment celle de la CIA dès 2005, et l'étrange simulation menée juste avant la révélation des débuts de l'épidémie, il faudrait au moins convenir de la réalité des notes diplomatiques par lesquelles, en 2018, l'ambassade des États-Unis à Pékin, avaient alerté à deux reprises le département d'Etat américain sur l'insuffisance des mesures de sécurité du laboratoire P4 de Wuhan menant des travaux sur... les coronavirus des chauve-souris.

Quelques aveux de taille

Faut-il aussi ranger parmi les complotistes l'ancien président allemand de l'Office pour la protection de la Constitution, Hans-Georg Maaßen, lorsqu'il déclare dans une récente interview accordée au magazine *Epoch Times* : « *Les actions des responsables du gouvernement ne relèvent plus de l'incompétence ou de l'ignorance mais de la préméditation* ».

Est-il complotiste à son tour, Olivier Véran, ministre de la santé déclarant que « *l'efficacité des vaccins est devenue particulièrement contingente (c'est-à-dire incertaine, aléatoire NDLA) du fait de l'apparition des nouveaux variants* ». Ajoutant « *le vaccin n'empêche pas de transmettre le virus aux tiers. L'impact de la vaccination sur la propagation du virus n'est pas encore connu* ». Pour finir par cet aveu inimaginable que chacun pourra être amené à vérifier tant c'est énorme, notamment sur le site internet d'Europe 1 ou autres sources l'ayant dupliqué : "*les personnes vaccinées sont aussi celles qui sont les plus exposées aux formes graves et aux décès en cas d'inefficacité initiale du vaccin ou de réinfection post-vaccinale ou de la virulence d'un variant.*" Cette dernière précision fait écho aux plus sombres avertissements de quelques lanceurs d'alerte dont il était de bon ton de se gausser il y a encore quelques mois et tendrait à prouver que, finalement, le complotiste, c'est celui qui a raison avant que de trop

nombreuses fuites ne viennent éventer les vilaine cachotteries et petits arrangements entre amis. Quoiqu'il en soit, un vacciné avertit en vaut deux et nous savons que l'automne et l'hiver prochains devraient s'avérer particulièrement difficiles sur fond de propagande et de répression accrues.

Toutes les mesures prises à ce jour l'ont été à l'encontre des intérêts et de la santé des Français. C'est une évidence tellement difficile à cacher que le régime ne peut en effet qu'intensifier jour après jour censure et répression, jusqu'aux arrestations et internements pour tenter d'étouffer ce qui peut l'être encore. Depuis le début de cette crise, nos prétendues élites mentent, exagèrent, dissimulent les informations gênantes pour leur plan et truquent les chiffres avec le soutien sans faille des grands médias subventionnés appartenant à quelques milliardaires. Ne pouvant souffrir le moindre contre-pouvoir, elles multiplient les lois liberticides et la surveillance de masse et certains de leurs laquais en deviennent menaçants, tel Éric Le Boucher, directeur de la rédaction du magazine économique *Enjeux-Les Échos* mais aussi co-fondateur, avec Jacques Attali du magazine américain en ligne Slate.fr, ayant pour principale actionnaire Ariane de Rothschild, titrant l'un de ses papiers dans le quotidien L'Opinion « *Il va être temps de s'occuper de ceux qui refusent le vaccin* ». Pour notre part, nous pensons qu'il est plutôt temps de s'occuper de tous les Le Boucher qui nous entraînent à notre perte.

() Le professeur Didier Raoult a récemment déclaré à ce sujet qu'il était impossible de fabriquer un virus. Ce qui exclurait cette hypothèse qui a en effet largement circulé.*